

Il y a 44 ans les communistes dénonçaient l'immigration et détruisaient un foyer d'immigrés

écrit par Christine Tasin | 15 août 2024

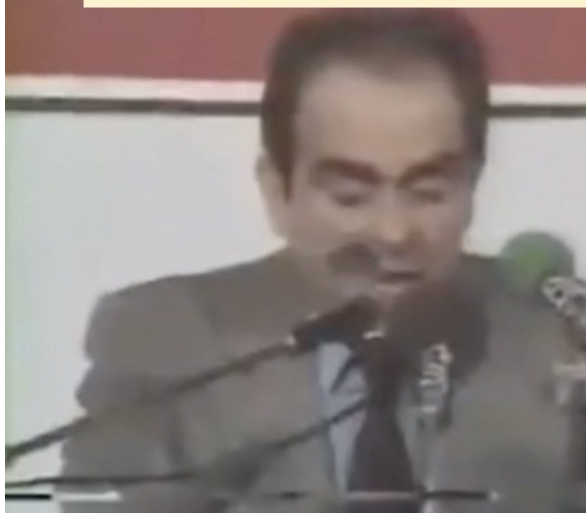
En 1980, le Parti Communiste était farouchement anti-immigration : les Français d'abord !



Le bulldozer de Vitry

Les résidents du foyer de la rue des Fusillés derrière les gravats causés par les manifestants.

En 1980, le Parti Communiste était farouchement anti-immigration : les Français d'abord !



Le bulldozer de Vitry

Les résidents du foyer de la rue des Fusillés derrière les gravats causés par les manifestants.

Ecoutez le discours de Marchais ci-dessous. C'était le 9 janvier 1981, 4 mois avant l'élection de François Mitterrand soutenu par le PC, malgré leurs désaccords, notamment sur l'immigration.

Voir le dossier de l'INA sur le sujet.

https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/s1295810_001/il-faut-stopper-l-immigration-georges-marchais

Quoi qu'on pense du communisme et de Marchais il faut reconnaître à ce dernier un solide bon sens. Et il faut s'interroger sur l'attrait du pouvoir qui a fait renoncer les plus purs, les plus engagés à leur pureté originelle.

Marchais a-t-il pu vraiment croire un instant, en 1980, que les socialauds qu'il cite clairement comme étant ses ennemis rangés aux côtés de « *la droite, des Giscardiens, RPR au Parti Socialiste* » changeraient leur programme et leur idéologie ? Bien sûr que non, mais le PC voyait son influence chuter dramatiquement et il a préféré participer à la curée de la gauche plutôt que d'en être dramatiquement exclu. Telle était la volonté des Français de l'époque, salement m/touchés par le salopard VGE qui incarnait « la droite ».

Alors l'immigration, de fléau, est devenue « une chance pour la France ». Ben voyons !

Et la démarche a été mondiale... avec l'argent et l'entregent des Américains et le développement de la saloperie Union Européenne.

Mitterrand a longuement hésité avant le tournant de 1983, il a failli leur tourner le dos, dire non à l'UE, sortir du serpent monétaire... la face de la France en eût été changée... Las! Et la chute du mur de Berlin a achevé le PC et ses velléités protectionnistes...

Je ne résiste pas au plaisir de vous raconter -ou rappeler- le fait d'armes de l'un de mes rares héros communistes, Paul Mercieca, maire communiste de Vitry, qui a été accusé d'être responsable de l'affaire du bulldozer de Vitry. Qui date également de 1980.

Une troupe dirigée par le maire communiste dévaste un foyer pour immigrés dans lequel devaient être logés des travailleurs maliens. Selon son biographe Claude Pannetier, cette affaire « doit être placée dans le contexte de la montée du chômage en France, des réactions de l'opinion

mettant en rapport immigration et chômage et dans celui de la proximité des élections présidentielles ». Wikipedia

Le 24 décembre 1980 au matin, 300 travailleurs maliens quittèrent le foyer qu'ils occupaient sur le territoire de la commune de Saint-Maur et furent transportés pour être hébergés dans un bâtiment en cours de rénovation à Vitry-sur-Seine. Commençaient alors la fameuse affaire dite du « bulldozer de Vitry ».

À la demande du maire de Saint-Maur, le gestionnaire du foyer avait accepté de débarrasser cette commune résidentielle de ses occupants encombrants. L'immeuble de Vitry était en pleins travaux, pour une bonne part financés par la mairie et devait accueillir en contrepartie, des jeunes travailleurs dont la liste était d'ailleurs arrêtée.

La section du PCF Vitry, informée, réagit par une action de commando où quelques militants, « armés » d'une pelleteuse s'employèrent à écrouler un escalier extérieur pour empêcher les nouveaux occupants d'y rentrer. Le maire de Vitry, Paul Mercieca, mis devant le fait accompli, et en désaccord avec la méthode, accepta pourtant de l'assumer politiquement. Noël passé, se déclencha alors une formidable campagne médiatique contre le PCF visant à le faire passer pour intrinsèquement raciste. Je fus sollicité par la direction du PCF pour assister, en tant qu'avocat, Paul Mercieca, au centre de la tourmente. Je garde le souvenir du caractère absolument effarant du déferlement médiatique et de la pression quasi physique que l'on pouvait ressentir si l'on essayait de résister. Je garde également celui de la souffrance de Paul Mercieca, fils d'immigrés maltais, profondément blessé par l'accusation de racisme. Il y avait de quoi... A en croire les médias et les commentateurs politiques unanimes, il aurait lui-même conduit le bulldozer et détruit de fond en comble le « foyer » alors que les « résidents » maliens étaient à l'intérieur.

Il essaya alors, en pure perte, d'expliquer, soutenu par la direction nationale du PCF, que son intention était de refuser que se constituent dans les banlieues ouvrières de véritables ghettos, de nature à affecter des quartiers déjà frappés par la pauvreté. Le slogan des maigres manifestations de soutien au maire était d'ailleurs : « Mercieca a raison, pas de ghetto à Vitry ». En vain. Le coût politique fut très élevé pour le Parti communiste. Quelques semaines plus tard, Robert Hue, alors maire de Montigny-lès-Cormeilles, lança une campagne contre le trafic de drogue qui pourrissait les cités de sa commune et mit en cause une famille d'origine marocaine considérée comme étant pourvoyeuse d'un quartier.

Bis repetita. Incroyable tsunami médiatique, insultes, prises à partie, et même manipulations policières. Là aussi, l'avocat que j'étais fut choisi pour assister Robert Hue. Deux fois aux premières loges, deux fois confronté à la tempête, et deux fois contraint de constater la quasi impossibilité d'y résister et les dégâts occasionnés.

Le Monde de l'époque condescendit, quelques semaines plus tard, à admettre que « le PCF posait mal de bonnes questions ». Que craignait à l'époque le Parti communiste ? Que les cités ouvrières, qu'en général il gérait, se transforment sous la pression du chômage, de la pauvreté mais aussi d'une immigration déséquilibrée, en « territoires perdus de la République », qu'au sein de ces territoires, le marché de la drogue devienne une économie de substitution, c'était leur crainte. Les dirigeants du PCF, forts de leur expérience de terrain, avaient parfaitement vu le danger, témoin de premier rang, je peux en attester. La déchirure du lien social, le communautarisme, la division des classes populaires, tout cela les préoccupait au premier chef. À juste titre. Ce qu'ils avaient combattu, essayé de conjurer, sous les accusations, les injures et les quolibets, s'est produit. Les ouvriers sont partis, les plus pauvres d'entre eux devenant des « périurbains ». Ils l'ont fait avec leurs bagages, mais en oubliant leurs armes, et la plus importante d'entre elles, « la conscience de classe ». Celle que le Parti communiste avait réussi à forger entre les deux guerres et surtout dans la Résistance. Aujourd'hui, le Parti communiste effondré, marqué par un fort sentiment d'abandon, les ouvriers votent en nombre pour le Front National, pendant que les intellectuels dominants du Parti socialiste théorisent la nécessité de les passer par pertes et profits.

On fait mine aujourd'hui de découvrir les « territoires perdus de la République », on s'effarouche de l'économie de la drogue, on s'effole devant les kalachnikovs, on pleure sur le vote ouvrier capté par le Front National. On cite abondamment Brustier-Huelin et Christophe Guilluy. Trop tard ? Le Parti communiste français était un parti bourré de défauts.

Ouvriériste et stalinien, porteur du syndrome si français de « fille aînée de l'église », Rome étant cette fois-ci à Moscou... Il était attaché aux dogmes, adorait la liturgie, et célébrait ses grand-messes avec un faste sans pareil chaque rentrée à La Courneuve. Ah, on ne faisait pas dans le social, place du colonel Fabien. On peut même se poser la question de savoir, la question du mariage gay étant posée à cette époque, si l'on n'aurait pas constaté des convergences entre Georges Marchais et Monseigneur Barbarin.

Mais le PCF fut aussi et surtout, l'outil de l'intégration à la Nation de la classe ouvrière. Il lui donna sa conscience de classe et sa fierté. Il fut aussi l'instrument de l'assimilation (oui, l'assimilation) de plusieurs vagues de travailleurs immigrés du fait de son hégémonie au sein du monde du travail. De sa formidable capacité d'éducation.

Sa disparition comme parti politique majeur, due à des facteurs historiques de diverses natures, était inévitable.

On peut quand même constater, sans que ce soit de la nostalgie, qu'il nous manque. Et qu'il savait faire preuve, parfois, de pertinence politique. Tiens, deux autres slogans de l'époque lancés, (très précisément à l'occasion des premières élections européennes, en 1979), là encore sous les quolibets du Monde, de Libé et du Figaro, et les accusations de chauvinisme et de xénophobie, voire pire.

- « Produisons français ! » François Bayrou en a fait un thème de campagne, et François Hollande un ministère.
- « Non à l'Europe allemande ! ». Sous une autre forme (plus élégante ?) les opposants au TSCG ne disent pas autre chose...
C'était il y a 30 ans. Eh, camarades, il n'y a pas à avoir honte !

Régis de Castelnaud

<https://www.causeur.fr/bulldozer-de-vitry-et-si-le-pcf-avait-raison-19545>

Tout ça il y a seulement 44 ans. C'était hier. Ils ont mis les bouchées doubles pour nous mettre en coupe réglée avec une diabolique efficacité.

Pour en savoir plus sur les rapports entre PS et PC, je vous engage à lire un article intéressant pour rafraîchir votre mémoire :

<https://www.mitterrand.org/francois-mitterrand-et-les-408.html>